

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 25 mars au 7 avril 2013 – n°120

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Le sens des priorités Par Jean-Emmanuel Ducoin

Pendant que la médiacratie est occupée à commenter autre chose, mille personnes chaque jour sont privées d'électricité ou de gaz...

D'hypothermie, un homme est mort. Qui veut savoir son nom? Qui connaissait sa détresse, ses souffrances, son passé de citoyen devenu simple martyr de la pauvreté? N'en doutez pas, beaucoup diront – avec des phrases ciselées pour cacher l'ampleur du mépris – que l'histoire de Jean-Baptiste Bessière, 52 ans, racontée les colonnes de l'Huma ce 21 mars, flirte avec un excès de naturalisme qui plaide mal la cause sociale. Certains se paient de mots, d'autres subissent la crise et les hausses en tout genre jusqu'à l'indignité. Si les rois du charité-business regardaient un peu la vérité des chiffres, ils sauraient que la simple protestation morale ne suffit plus. À mesure que la crise galope, précipitant des centaines de milliers de Français dans la catégorie des « fin de droits », une autre forme d'exclusion progresse: la précarité énergétique. Parfois elle tue.

Quatre millions de Français se trouvent dans cette situation d'urgence absolue.

C'est-à-dire qu'ils consacrent au moins 10% de leurs revenus à se chauffer ou à s'éclairer... D'autres chiffres donnent le tournis. Les services du médiateur national de l'énergie ont en effet relevé, au cours de l'année 2012, pas moins de 580000 coupures de gaz ou d'électricité, et 230000 résiliations à l'initiative du fournisseur. Traduction: mille personnes supplémentaires chaque jour sont privées d'électricité ou de gaz! Et la situation s'aggrave: 10% de la population était concernée par cette précarité énergétique en 2009; 15% en 2012; 18,7% depuis le début de l'année... Notons que ces chiffres seraient bien supérieurs sans l'action des Robins des bois de la CGT énergie et des agents d'ERDF, qui, malgré les risques encourus, s'emploient à rétablir le courant ou le gaz chez les plus nécessiteux. Ces résistants de l'ombre, veilleurs de conscience qui ne réclament ni médailles ni honneurs, savent, eux, que l'énergie devrait être considérée comme un produit de première nécessité, impliquant un service public de haut niveau. Être un citoyen parmi les citoyens implique l'accès à l'énergie, en tant que droit fondamental, individuel et social.

La voici, la vraie vie des Français; pendant que la médiacratie est occupée à commenter autre chose...

Entendons-nous bien. Nous ne nous réjouissons pas de la chute d'un homme – que justice passe pour Jérôme Cahuzac –, mais cela ne nous empêche pas de redire que nous n'avions pas la même conception de la gauche par temps de crise. Ainsi, l'ambiance délétère au sein du gouvernement ne doit pas nous faire oublier l'essentiel, par exemple que l'épouvantable situation économique réclame bien d'autres décisions pour faire refluer le fléau de l'atomisation sociale, dont la rage actuelle emporte tout sur son passage. Pour l'écrire autrement: il est plus urgent de sortir du dogme paralysant de la réduction des dépenses et de l'austérité ad vitam aeternam que de pleurer durant des jours et des jours sur le sort d'un homme, fût-il ancien ministre éminent... Car, pendant ce temps-là, s'acharne la réalité. La danse macabre des fauves de la finance se poursuit; les dirigeants européens les accompagnent; les Chypriotes se préparent au pire; et Jean-François Copé, plus pathétique que jamais, a brandi sa mini-motion de censure, vulgaire gesticulation sans objet, sinon celle de montrer à son camp qu'il existe encore. De grâce, l'heure est grave et les Français souffrent. Ayons un peu le sens des priorités. En politique, l'amnésie n'a jamais été une amnésie.

Qui osera dire un jour: nous ne savions pas?

SOMMAIRE

- P1 Edito – Sommaire - image de la quinzaine
- P2 Agenda
- P3 3000 personnes à Nantua contre les forages pétroliers
- P3-5 Communiqués-Pétition
- P6 La gauche européenne rejette le cadre financier pluri-annuel du Conseil européen
- P7 Élections d'Alsace et Européennes
- P8 Une lettre du Parti Communiste Syrien Unifié
- P 9-10 RETRAITES ET COMPLÉMENTAIRES PAS TOUCHE !

L'image de la quinzaine : le PCF de Cran-Gevrier éteint la vilaine flamme



Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 25 mars 9h15, rassemblement de soutien devant les instances judiciaires à la Clergerie, menacée d'expulsion par un référé

20H Thonon au Château de Sonnaz présentation du scénario Négawatt

20H réunion ATTAC Anney Salle associations Cran-Gevrier

19h30 l'Union départementale CFTD organise un débat sur la compétitivité Salle Yvette Martinet à Anney

Mardi 26 mars 20h à l'espace cinéma de Douvaine (74) : projection du «Grand retournement» de G. Mordillat suivi d'un débat avec P. Ivorra

18H30 salle des Clarisses Anney A.G. Association Soutien aux Étrangers

20h30 à l'Agora Bonneville Ciné'UP : Les Neiges du Kilimandjaro

mercredi 27 mars de 18h à 22h à la mairie de Sciez la section du Parti Communiste du Chablais organise une rencontre de formation animée par Pierre IVORRA économiste, journaliste à L'Humanité

16h30 "5 CAMÉRAS BRISÉES" Documentaire Palestine Au cinéma "La Turbine" à Cran-Gevrier

19H Le Dersim Meythet Assemblée Citoyenne Anney Reportée au 10/4

19h Repaire chez Lulu à Cervens.

20h Ciné « Le Parnal » RAS Rien à signaler. Pour ou contre le nucléaire? Et si la question était ailleurs? Un témoignage essentiel manque au débat, Celui des travailleurs du nucléaire. Notre sécurité est entre leurs mains. Ce film leur donne la parole. Débat animé par M Ferrandon Avec le soutien de la CRIIRAD / Organisé par ATTAC

jeudi 28 mars 18h30 "5 CAMÉRAS BRISÉES" Documentaire Palestine Au cinéma "La Turbine" à Cran-Gevrier

20H La Roche / Foron Cinéma Le Parc présentation du scénario Négawatt

Vendredi 29 mars 20h Annemasse Centre Martin Luther King Rue du Docteur Baud "La désindustrialisation, Pourquoi ? Quelles propositions pour arrêter le saccage" Débat avec Jacques Nikonoff – M'PEP

20h salle Pierre Lamy Anney Conférence Pour un avenir énergétique durable : le scénario Négawatt

20h30 Maison des Allobroges à Cluses Les membres du CA de KARYA ont le plaisir d'inviter à l'avant-première du film-documentaire, tourné dans la vallée de Kathmandu en août 2012 : "Soleil Sous La Mousson" de Rémy SERVAIS (membre du CA de Karya) projection gratuite

Samedi 30 14H30 Pâquier Table sur le centre des Congrès Amis de la Terre

16h30 "5 CAMÉRAS BRISÉES" Documentaire Palestine Au cinéma "La Turbine" à Cran-Gevrier

Dimanche 31 mars 14H30 square Charles Bosson (à l'autre bout du Pâquier) Table sur le centre des Congrès des Amis de la Terre

Mardi 2 avril 19H réunion Amis de la Terre Anney Salle associations Cran-Gevrier

mercredi 3 avril 19H Le Dersim Meythet Repaire Là-bas si j'y suis

Samedi 6 avril 14H30 devant l'Impérial Palace Anney Manifestation contre le centre des Congrès

Manif FSU à Paris pour l'éducation



ATTAC Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'Action Citoyenne et le Front de Gauche s'associent pour vous présenter

LE GRAND RETOURNEMENT

Film de Gérard Mordillat
avec François Morel, Edouard Bauer,
Jacques Weber

Mardi 26 mars, 20h

Espace Cinéma
DOUVAINE

Entrée 6 €



qui sème la misère
récolte la colère

La « rupture » et le « changement » ont été successivement invoqués par la droite et par la gauche « de gouvernement », avec les résultats que l'on sait ! Place donc au Grand Retournement, sous la plume brillante de Frédéric Lordon et avec la caméra militante de Gérard Mordillat. Cette « comédie sérieuse » selon la formule du réalisateur, servie par une palette d'acteurs talentueux, est une dénonciation mordante des fauteurs de crise (financiers spéculateurs, médias complaisants, politiciens timorés...).

La projection sera suivie d'un débat animé par un économiste du Front de Gauche, Pierre Ivorra, journaliste à L'Humanité.



invitation invitation

Cher(e)ami(e),

- ❖ Le Parti communiste présente-t-il des propositions économiques crédibles dans le contexte de crise comme alternative à la politique de François Hollande ?
- ❖ Le Parti communiste et les parlementaires du Front de Gauche face à la politique économique du gouvernement.

Pour répondre à ces questions, la section du Parti Communiste du Chablais organise une

rencontre de formation

animée par **Pierre IVORRA ***

économiste, journaliste à L'Humanité

mercredi 27 mars, de 18h00 à 22h00

à la mairie de Sciez

Vous êtes cordialement invité(e) à y participer.

Un buffet* est prévu au milieu de la soirée.

* Pour nous permettre de prévoir le buffet, il est indispensable que nous connaissions le nombre de personnes qui y participeront; pour cela inscrivez vous avant le 23 mars

soit par mail (pcfchablais@gmail.com)

soit par téléphone : 04 50 71 00 03 ou 06 79 27 95 03

3000 personnes réunies à Nantua contre les forages pétroliers



Samedi 16 mars, près de 3000 personnes venues de l'Ain, du Jura et des départements environnants, ont manifesté à Nantua, sous-préfecture de l'Ain. Les manifestants réclamaient l'abandon des permis d'exploration des sous-sols concernant la recherche de pétrole ou de gaz de schiste, qui menacent de pollution nos territoires et notre agriculture.

La fédération du Parti Communiste de l'Ain, impliquée depuis le début de ce mouvement dès la manifestation de Lanteny en 2011, se félicite de cette mobilisation de grande ampleur. Par ailleurs, le PCF 01 reste vigilant et invite chaque citoyen, chaque habitant des territoires menacés, en particulièrement ceux du Haut-Bugey, à faire de même, à rester mobilisés quoiqu'il adienne face à la décision d'un gouvernement qui n'est toujours pas prêt à revenir sur les décisions du gouvernement précédent en matière de politique énergétique.

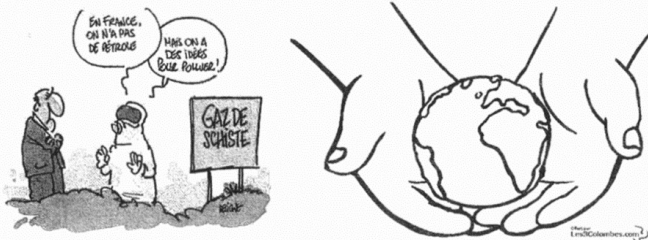
La fédération du Parti Communiste de l'Ain réaffirme la nécessité de la recréation d'un pôle public de l'énergie, sous contrôle des citoyens et des travailleurs de l'énergie, où EDF et GDF serait réuni, où les centrales nucléaires arrêteraient de sous-traiter certaines de leurs opérations dangereuses à des travailleurs précaires, où la gestion de la fin du pétrole serait appréhendée de manière concertée et créative, et non pour préserver les profits de Total ou d'autres multinationales.

La fédération du Parti Communiste de l'Ain affirme également l'importance de l'eau comme ressource naturelle inaliénable, à défendre à tout prix, donc gérer sous maîtrise publique et pas menacée par des forages pétroliers comme celui qui avait pu causer la pollution de l'eau à Outriaz et Vieu d'Izenave il y a 24 ans.



NON AUX FORAGES PETROLIERS ! OUI À D'AUTRES PRODUCTIONS D'ENERGIE !

Depuis plusieurs années, les forages pétroliers ou de gaz de schiste sont connus pour leur dangerosité ! Arrêtons de mettre nos vies en danger pour quelques barils de pétrole et surtout pour le profit de quelques grandes entreprises, peu préoccupées par la santé des habitants d'un territoire, la production agricole ou les sources d'eau. Le PCF soutient et participe aux manifestations, intervient à l'Assemblée.



Ensemble, le PCF et le Front de Gauche, les mobilisations citoyennes à travers toute la France, et les associations de défense de l'environnement, exigeons :

- le développement de la recherche scientifique pour les **énergies solaires, hydrauliques, géothermique**
- la maîtrise publique, par les citoyens, de la production et de la distribution d'énergie : **un véritable pôle public nationalisé où la priorité est les besoins des habitants**
- la construction de **bâtiments peu gourmands en énergie, isolés**
- la mise en place de **tarifs progressifs de l'électricité, de l'eau, du gaz**, pour que les premières quantités liées aux besoins vitaux de chaque ménage soient moins chères que les suivantes.

"La France doit soutenir Chypre" (Pierre Laurent - PCF/PGE)

Le Président de la République de Chypre vient de présenter son « plan B », après la mobilisation massive du peuple de l'île et le rejet unanime par le parlement chypriote du scandaleux plan de « sauvetage » (sic) européen.

Ce plan constituait un véritable racket. Il exigeait la ponction directe dans les économies de tous les épargnants chypriotes comme contrepartie d'une aide financière de la BCE destinée aux banques, qui sont pourtant les véritables responsables de la situation. Il montre jusqu'où les dirigeants européens sont prêts à aller sous la pression des marchés, jusqu'à piquer directement dans les poches des citoyens et contourner les règles bancaires qu'ils se sont eux-même fixés.

Comparée à ce hold-up, la nouvelle solution proposée d'un « fonds d'investissement et de solidarité » semble plus acceptable, même si beaucoup de choses restent à préciser. Il conserve en effet les mêmes objectifs et continue de se négocier sous le chantage des dirigeants de la BCE qui menacent de couper les vivres à Chypre. C'est insupportable.

Cette situation interpelle l'ensemble des pays membres sur l'état de la démocratie et le modèle de développement européen. Comment l'UE a-t-elle pu imaginer une seconde pouvoir imposer ainsi la spoliation aveugle des dépôts bancaires ? Et comment certains dirigeants de l'UE peuvent-ils, alors que leur proposition a été clairement battue, continuer de faire pression pour son application ?

La France doit rompre avec les soutiens aux chantages imposés aux peuples européens. Elle doit soutenir Chypre face aux rapaces qui n'hésiteront pas à vendre l'île pour les beaux yeux des marchés. Notre pays doit soutenir ceux qui résistent à la barbarie austéritaire et engager le combat pour changer les orientations européennes, le statut de la BCE et des banques en général, les traités ultralibéraux pour viser une élévation générale du niveau des standards sociaux. Ce combat est chaque jour plus urgent si l'on ne veut pas voir l'Union exploser sous nos yeux.

Sarkozy mis en examen : réaction de Pierre Laurent

Le plus extraordinaire n'est pas la mise en examen de Nicolas Sarkozy. Malgré la présomption d'innocence qu'il faut toujours rappeler, les relations d'argent entre Mme Bettencourt et l'UMP dont Nicolas Sarkozy était le président, ont toujours été évidentes.

En revanche le fait que la droite crie au scandale manifeste à l'évidence ce qu'il en était pour elle des liens entre la justice et les politiques.

Face au climat détestable des affaires en cours, il faut laisser la justice travailler en toute indépendance.

Le PCF demande depuis longtemps un changement de statut du chef de l'État afin qu'il puisse, en dehors de ses fonctions, répondre de ses actes pendant son mandat. Quant à l'indépendance des magistrats, elle doit être consacrée par un changement de statut du parquet.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Paris, le 22 mars 2013.

Présidentielle & législatives
2012
Le programme
du Front de
GAUCHE
et de son candidat commun
Jean-Luc Mélenchon
*L'humain
d'abord*

A lire
L'Humain d'abord,
programme du Front
de Gauche.
Demandez-le aux
militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,
directeur de l'Humanité
et député européen,
décrypte les menaces
du nouveau traité
européen.

EUROPE DE PEUPL
DU NOUVEAU TRAITE EUROPEEN...
**"L'EUROPE
DES PEUPLES
NOUS APPELLE !"**
Patrick Le Hyaric
Directeur de l'Humanité
Député européen
EUROPE
L'EUROPE DE PEUPL
DU NOUVEAU TRAITE EUROPEEN...

Roms : "Valls conduit une politique de bouc émissaire"

Le Comité Interministériel de Lutte contre le racisme et les discriminations a conclu que l'année 2012 avait été marquée par un développement des actes et des propos racistes, xénophobes, antimusulmans et antisémites, banalisés car colportés par certains discours publics.

Cette conclusion est le résultat de la politique de Nicolas Sarkozy qui a fait le choix de labourer les terres d'extrême droite, exploitant les peurs, déplaçant la question sociale sur le terrain identitaire, alimentant un racisme « culturel », véritable arme de division massive.

Problème. En s'attaquant une fois de plus aux Roms, Manuel Valls "fait du Sarkozy" et légitime le rejet de l'autre, la xénophobie contre des populations vulnérables et démunies.

Cette politique du bouc émissaire décrédibilise l'annonce du Comité interministériel de renforcer la lutte contre les préjugés et contre le racisme. De plus, le Gouvernement recule sur 2 propositions du candidat Hollande dans la lutte contre les discriminations : le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales et la lutte contre le contrôle au faciès.

Le gouvernement va-t-il laisser la droite faire sa loi sous l'argument que la gauche ne disposerait pas de la majorité des 3/5 au Parlement ? Seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus d'avance. Il est encore temps d'engager la procédure parlementaire pour que les résidents étrangers votent aux élections municipales de 2014.

Quant à la lutte contre le contrôle au faciès abandonnée par Manuel Valls, Marie-George Buffet a déposé une proposition de loi. La majorité pour l'adopter existe.

TVA/Logement social : "une avancée qui reste insuffisante"

Devant l'ampleur de la mobilisation des locataires, du secteur du bâtiment et du mouvement HLM, le Président de la République a rendu public ce midi, au cours d'une visite dans le Val-de-Marne, sa décision concernant le taux de la TVA appliquée au secteur du logement social dont l'augmentation de 7 à 10% avait été votée le 30 décembre dernier dans la loi de finances rectificative 2012.

Ainsi à compter du 1er janvier 2014, ce n'est pas un taux de TVA mais deux qui seront applicables au secteur du logement social : 5% pour les constructions neuves et les rénovations thermiques et 10% pour les réhabilitations et l'entretien des bâtiments.

Si cette décision à vocation à rassurer le secteur du bâtiment, elle reste insuffisante et demeure injuste pour les locataires HLM. En effet, très consommateurs en fonds propres et en partie récupérables auprès des locataires, les réhabilitations et l'entretien seront davantage coûteux avec l'augmentation de la TVA de 7 à 10%.

L'annonce du Président de la République est donc une première bonne nouvelle pour les milliers de personnes qui se sont mobilisées mais aura un effet de levier sur l'emploi limité et impactera un peu plus le pouvoir d'achat des ménages modestes déjà lourdement touché par la hausse continue du coût de la vie.

Enfin, nous regrettons que l'accession sociale à la propriété n'ait pas été épargnée par l'augmentation de la TVA à 10%, secteur qui a pourtant besoin d'être accompagné puisqu'il est incontestablement facteur de mixité sociale notamment dans les quartiers ANRU et permet de fluidifier le parcours résidentiel de nombreux locataires HLM.

Tarifs de l'énergie : le nom de la loi change, le système de malus pour les usagers reste !

La proposition de loi sur la « tarification progressive de l'énergie » retoquée au Sénat en octobre dernier, a été adoptée hier à l'Assemblée nationale sous sa nouvelle dénomination de loi de « transition vers un système énergétique sobre ». Le nom de la loi change, mais le système de malus pour les usagers reste.

Les députés et sénateurs communistes sont parvenus à faire adopter au cours de la discussion un élargissement des tarifs sociaux, et une interdiction des coupures et des résiliations de contrats durant la trêve hivernale. Mais ces avancées sociales sont entachées par de nombreux reculs en matière de politique énergétique.

Ne tenant pas compte du débat démocratique et récusant les avancées adoptées au Sénat sous l'impulsion des sénateurs communistes et Front de gauche, les députés socialistes ont adopté unilatéralement un texte s'attaquant au principe fondamental d'égalité devant l'accès à l'énergie sur tout le territoire.

En guise d'économie d'énergie, ce texte ne va produire à compter de 2016 qu'un alourdissement du prix de l'énergie dans les foyers les plus mal logés, ceux vivant dans des passoires thermiques. La complexité du dispositif de bonus-malus n'a d'égale que son injustice. Les usagers les plus mal lotis supporteront seuls le coût de la progressivité des tarifs.

Une vraie loi sociale aurait dû s'attaquer aux tarifs indécentes pratiqués par les opérateurs d'énergie privés. Les prix du gaz et de l'électricité ont augmenté respectivement de plus de 60% et de 17% depuis la privatisation d'EDF et GDF en 2005. Or cette loi, non seulement ne les remet pas en cause, mais elle accentue le phénomène. En assouplissant les règles d'implantations des éoliennes et en limitant tout contrôle démocratique sur leurs installations, cette loi livre une manne financière aux opérateurs privés et aux fonds de pensions, qui s'approprient cette très lucrative production d'énergie renouvelable.

L'adoption à marche forcée du malus énergétique et de la libéralisation de l'éolien, augure de bien mauvaise façon le grand débat national sur la transition énergétique qui vient d'être lancé.

Le Parti Communiste réaffirme son attachement à la constitution d'un pôle public national de l'énergie, qui seul permet de garantir une égalité de traitement entre tous les usagers et permet de leur garantir les prix les moins chers.

Cahuzac : une démission qui s'imposait

Après la décision du parquet de Paris d'ouvrir une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale à l'encontre du ministre au budget, la démission de Jérôme Cahuzac s'imposait. En toute indépendance, la justice doit faire son travail.

Tout en respectant la présomption d'innocence, le climat des affaires, de l'impunité, a fait trop de mal à la politique. La France doit résolument engager un vrai combat contre le règne des affaires qui alimente le "tous pourri". Cela n'a que trop duré. Quant au mini-remaniement, il est un affichage clair, de l'emprise de l'austérité européenne sur les orientations budgétaires de notre pays. Bernard Cazeneuve après avoir été à la manœuvre lors du traité budgétaire européen est promu ministre délégué au budget.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

Pétition : Annulation immédiate de l'accord de coopération policière anti-kurde

Avec le Parti Communiste Français, je demande :

- que l'enquête sur l'assassinat des trois femmes kurdes soit menée jusqu'au bout, la France doit vérité et justice
- le retrait immédiat de l'accord de coopération policière Guéant/Fabius, anti-kurde, indigne de notre démocratie française
- la cessation immédiate des opérations de police contre les militants kurdes et leurs associations ainsi que la criminalisation de leurs actions, auprès d'une justice d'exception
- au gouvernement français de mettre ses accords économiques au service de la paix et d'encourager une issue politique à ce conflit ; cette issue passe par la libération des milliers de prisonniers politiques, élus, journalistes, avocats, étudiants, collégiens, enfants
- l'acquiescement de Sévil, étudiante franco-turque de retour en France grâce à la solidarité internationale, mais condamnée à 5 ans de prison pour avoir participé à une manifestation du 1er mai en Turquie
- que cette issue politique passe par la libération d'Abudulah Öcalan, interlocuteur incontournable pour faire aboutir les négociations de paix
- à la France d'agir avec ses partenaires européens pour que le PKK soit retiré de la liste des organisations terroristes d'Interpol

Je signe en ligne : <http://international.pcf.fr/37230>

Les droits des femmes doivent être une priorité en Europe (Parti de la gauche européenne)

Aujourd'hui, 8 mars 2013, le Parti de la gauche européenne s'associe à la journée internationale pour les droits des femmes. Cette question doit être une priorité en Europe, où les politiques d'austérité renforcent la domination patriarcale autant que la domination capitaliste.

Les femmes payent aujourd'hui très durement les conséquences de la crise financière et des politiques d'austérité. Elle sont les premières victimes de la précarisation du travail, du chômage et leurs salaires restent, à compétence égale, très inférieurs à ceux des hommes.

Avec les privatisations de services publics, c'est sur les épaules des femmes que reposent de plus en plus totalement la prise en charge des jeunes enfants et des personnes âgées ainsi que l'essentiel des gestes de solidarité, relevant normalement des missions de l'État providence. Avec les fermetures d'hôpitaux ou de maternités publics et l'accès payant aux soins, c'est le droit à disposer de leur corps qui est matériellement empêché, quand ce n'est pas sous la pression de groupes aux idées rétrogrades types « pro life ».

Au 21e siècle, les femmes sont plus diplômées, plus libres et prêtes à prendre de hautes responsabilités, y compris politiques. Qu'elles soient condamnées à la précarité ou à rester à la maison pour sauver les banques, est un terrible recul de civilisation.

Beaucoup de chemin reste à faire pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes, tant au niveau des salaires, des droits sociaux, des responsabilités politiques, que dans le partage des tâches quotidiennes. Les femmes, comme les hommes, du Parti de la gauche européenne en proposant des alternatives à l'austérité, sont pleinement impliqués dans ce combat

Expulsion / Méliès : Le PCF dénonce l'intervention ubuesque

Dominique Voynet, maire de Montreuil, a requis les forces de police afin d'expulser dans la nuit de samedi à dimanche le collectif de spectateurs qui occupaient pacifiquement leur cinéma, Le Méliès. Ces derniers avaient décidé en assemblée de camper sur place à l'issue d'une projection pour exprimer leur solidarité avec le directeur de l'équipement, Stéphane Goudet, et d'une partie de son équipe, licenciés par l'édile sans préavis ni indemnité sur fond d'accusations graves que l'analyse des faits ne cesse de démentir.

Faut-il rappeler que ce cinéma d'art et d'essai exemplaire est également un haut lieu de citoyenneté. Comme de nombreux cinémas indépendants d'initiative publique, il est un espace de débat et de controverse démocratique, un lieu d'éducation populaire, un espace de prise de parole en liberté. C'est à ce titre qu'il est l'objet des foudres du pouvoir municipal qui a choisi la calomnie et maintenant la force pour asseoir son autorité.

Le PCF condamne cette intervention ubuesque comme elle réitère sa solidarité avec l'équipe du Méliès.



2 ans de Fukushima: Le PCF s'associe à l'hommage rendu aux victimes

Le PCF appelle à la constitution d'un pôle public national de l'énergie qui, seul, permet de faire primer l'exigence en matière de sécurité et de prix sur les intérêts de l'économie de marché.

Texte complet : <http://www.pcf.fr/37020>

Syrie : le PCF condamne la consternante décision d'une levée de l'embargo sur les armes

Texte complet : <http://www.pcf.fr/37275>

La gauche européenne rejette le cadre financier pluriannuel du Conseil européen

Le projet d'accord du Conseil européen sur le futur cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour les sept années à venir (2014 - 2017) est inacceptable.

Cet accord ouvre la voie à sept années d'austérité et de ralentissement économique en Europe et renie la notion de solidarité européenne.

Contrairement aux déclarations officielles, les chefs d'État et de gouvernement proposent des coupes dans des domaines tels que le Fonds Social Européen, qui concernent principalement les vies des citoyens européens en temps de crises.

Nous remarquons avec consternation que les chefs d'État européens ont choisi de frapper fort sur les citoyens les plus démunis : le budget dédié à l'aide alimentaire qui était d'environ 3,5 milliards d'euros pour la période 2007-2013 sera drastiquement réduit. Il ne sera que de 2,5 milliards d'euros pour les années 2014-2020 ; en sachant qu'il couvrira alors 28 et non plus 27 États. La solidarité est une fois de plus sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire alors que le nombre de personnes vivant en-deçà du seuil de pauvreté dans l'Union européenne est passé de 18 à 25 millions entre 2008 et 2012. C'est un dommage qui ne peut qu'alimenter le rejet croissant de l'Union Européenne par ses peuples.

Les violentes coupes budgétaires prévues pour la politique de cohésion et la politique agricole commune, respectivement amputées de 8% et de 16%, sont la conséquence directe de cet abandon. En délaissant ces politiques, qui constituent les politiques redistributives par excellence de l'Union Européenne, la décision est prise d'oublier une fois pour toutes le projet d'une Union basée sur la solidarité.

Nous sommes totalement opposés à la direction qu'ont prise les politiques européennes. Nous rejetons sans réserve les coupes budgétaires généralisées qui pénalisent tous les citoyens européens mais d'abord et avant tout la jeunesse, les agriculteurs, les pêcheurs, les chercheurs, les universités, les collectivités locales, les projets environnementaux.

Les aides d'État à l'agriculture, la pêche, l'industrie, et bientôt aux collectivités territoriales sont réglementées et, dans la plupart des cas, interdites par les dispositions des Traités établissant les règles du marché intérieur. La réorientation vers l'agriculture paysanne, plus respectueuse de l'environnement et des agriculteurs est totalement absente. La PAC continuera de bénéficier aux plus grandes exploitations et à celles qui polluent le plus. Sans les programmes européens financés à la hauteur des besoins et des enjeux, tout ce qui concerne la vie quotidienne des citoyens européens sera gravement atteint s'il n'y a pas de possibilité d'octroyer une aide budgétaire nationale supplémentaire.

Dès à présent, nous appelons tous les membres du Parlement Européen à poursuivre les efforts amorcés pour rejeter les politiques d'austérité sur lesquelles se sont entendus les chefs d'États et de gouvernement. L'Union européenne ne saurait et ne peut se résumer à une Europe libérale ayant pour unique objectif le seul marché commun. A ce rythme, l'idéal d'une Europe unie est condamné.

Nous ne pouvons accepter que des compétences étatiques soient systématiquement transférées des États à l'Union européenne pour que les politiques confiées se retrouvent sans cesse budgétairement affaiblies.

Nous militons avec fierté, unité et cohérence, pour un cadre financier pluriannuel de l'Union européenne qui ne prolonge pas l'austérité imposée aux États membres parce que nous savons que l'austérité ne mènera jamais à rien de positif, quel que soit le niveau auquel elle est appliquée.

Le vote sur la résolution du Parlement européen sur les Conclusions du Conseil européen sur le cadre financier pluriannuel ira au-delà de la dimension économique et sociale qui nous est si chère. De manière plus discrète mais tout aussi sérieuse, il en va aussi du respect du peu de démocratie européenne existant. Si le Parlement européen valide la décision des chefs d'États, il renoncera du même coup à ses pouvoirs de décision.

En effet, les dispositions des traités accordent au Conseil européen, qui rassemble les chefs d'États et de Gouvernement nationaux au niveau européen, le droit de déterminer le montant global du cadre financier pluriannuel et les montants globaux de chaque rubrique (cohésion, agriculture, etc.). Mais le Conseil a pris en otage les quelques instruments légaux de la démocratie européenne existant en définissant le cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne 2014-2020 dans ses moindres détails. Le Parlement européen est donc mis devant le fait accompli et ne peut que l'accepter ou le rejeter en bloc ; cela excède largement les compétences des chefs d'État et de Gouvernement. C'est tout à fait inacceptable.

Nous rejetons totalement le cadre financier pluriannuel 2014-2020 proposé comme nous avons rejeté tous les mécanismes austéritaires, du Semestre européen au « Two pack », en passant par le « 6 pack », le MES et le traité Merkozy.

Nous avons besoin d'une autre Europe, refondée pour devenir une vraie démocratie. Une Europe dotée d'un budget redistributif, sans l'austérité en contrepartie, afin de permettre à tous ses citoyens de bien y vivre. C'est pour cette Europe-là que nous nous battons.

Nous adressons une solennelle mise en garde. La politique d'austérité sans fin et le pouvoir autoritaire des chefs d'État et de Gouvernement sur les budgets nationaux font coïncider reculs sociaux, recul de la souveraineté et recul de la démocratie. La résistance du peuple est inéluctable. Elle ne connaîtra pas de limite.

Strasbourg, le 13 mars 2013

Signataires :

Alexis Tsipras, Président de Syriza

Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti Communiste Français

Cayo-Lara, Coordinateur fédéral d'Izquierda Unida

Jean-Luc Mélenchon, co-Président du Parti de Gauche

Martine Billard, co-Présidente du Parti de Gauche

Bernd Riexinger, co-Président de Die Linke

Katja Kipping, co-Président de Die Linke

Catarina Martins, co-Présidente de Bloco de Esquerda

João Semedo, co-Président de Bloco de Esquerda

Jiri Mastalka, GUE/NGL, Alda Sousa, GUE/NGL

Lothar Bisky, GUE/NGL, Miloslav Ransdorf, GUE/NGL

Sabine Wils, GUE/NGL, Gabriele Zimmer, GUE/NGL

Sabine Lösing, GUE/NGL, Younous Omarjee, GUE/NGL

Nikolaos Chountis, GUE/NGL, Jürgen Klute, GUE/NGL

Marisa Matias, GUE/NGL, Cornelia Ernst, GUE/NGL

Marie-Christine Vergiat, GUE/NGL, Hénin Jacky, GUE/NGL

Patrick Le Hyaric, GUE/NGL, Helmut Sholz, GUE/NGL

Dimitrios Papadimoulis, Syriza au Parlement hellénique

Diether Dehm, Die Linke au Bundestag

Wulf Gallert, Die Linke au Bundestag

Gregor Gysi, Die Linke au Bundestag

Martina Michels, Comité des Régions

Francis Wurtz, Ancien président de la GUE/NGL

NON à la collectivité territoriale d'Alsace !

NON À L'AUSTÉRITÉ !

J'❤️
Mes services publics
Ma commune
Mon département
Mes droits sociaux

Le 7 avril, Je vote

NON
À LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE
UNIQUE D'ALSACE



Le rédacteur du Blog-Drouot a interrogé Aline Parmentier, secrétaire départementale du PCF 68, sur le sens du vote NON à la Collectivité Unique d'Alsace.

BD. Le 7 avril aura lieu un référendum sur la fusion du Conseil Régional et des Conseils Généraux des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Le PCF/Front de Gauche s'oppose à ce projet des collectivités pourquoi ?

AP En effet si ce débat peut sembler loin des préoccupations de la population, ce projet les concerne. Il est dangereux pour les conditions de vie et de travail, pour l'avenir de notre région ! Il remet en cause l'unité de la République ainsi que la démocratie locale. Le Parti Communiste Français avec le Front de Gauche, appelle la population d'Alsace à refuser de donner un chèque en blanc pour un projet opaque, qui s'est construit sans les citoyens et les citoyennes. Avant toute réforme il faudrait se poser la question suivante : Pour qui et pour quoi faire ? Qui peut croire qu'une réforme de cette importance, avec de tels enjeux, peut se faire dans la précipitation, sans débat public à la hauteur, sans y avoir associé la population, les salariés, notamment les agents territoriaux et les agents de la fonction publique ? Les promoteurs de ce projet disent vouloir réduire le nombre d'élus, simplifier, faire des économies... En réalité, leur objectif est :

- De réduire les coûts sur le dos des emplois publics et les services publics de proximité. Pour ouvrir le champ de l'intervention locale au privé.

- De casser l'organisation territoriale actuelle «Commune, département, région, État/Nation», pour un autre schéma qui mettrait les communes et les départements sous tutelle de la région. Avec le risque de voir se développer des baronnies locales sur les «territoires de vie» que prévoit le projet.

- La flexibilité du travail accrue est en ligne de mire. La région pourrait se doter d'une compétence supplémentaire pour passer des accords frontaliers, les droits sociaux garantis aujourd'hui par l'État seraient tirés vers le bas, alignés sur le droit du travail suisse et allemand.

En réalité, leur objectif est d'adapter la région à la politique d'austérité, à la politique que les marchés financiers et les dirigeants européens actuels veulent imposer aux États et aux populations.

BD. Vous avez organisé une véritable campagne pour alerter les habitants d'Alsace sur les conséquences d'un tel projet de fusion des trois collectivités peut-on craindre une régression dans le service aux habitants ?

AP: Mr Richert a annoncé lui-même en novembre 2011 qu'avec la fusion des 3 échelons, le Conseil Unique d'Alsace ne comptera pas plus d'agents que la communauté urbaine de Strasbourg qui sont au nombre de 9 000. Or, aujourd'hui ce chiffre est de plus de 12 000 postes. Les emplois publics sont donc menacés. Cette fusion aboutirait à moins de services publics de proximité et l'ouverture du champ d'intervention locale, au privé. La population sait d'expérience que lorsqu'il y a fusion, leurs besoins sont moins bien satisfaits. Je prends pour exemple : les fusions des Assedic et de l'ANPE, n'ont pas permis un meilleur service aux citoyens, au contraire !

BD. Le NON à la collectivité unique a quel sens ?

AP : Avec le PCF/FG, je défends un NON de gauche pour répondre aux besoins humains, sociaux, écologiques d'aujourd'hui.

Il faut une réforme pour un renouveau démocratique en Alsace, en France, dans une République unie et solidaire :

- Pour plus de démocratie et de solidarité entre les hommes et les territoires

- Pour des coopérations, au service de la population et de l'emploi

- Avec des moyens financiers pour agir.

Pour nous l'Alsace n'est pas une entreprise à gérer, avec des services publics à réduire ! C'est avant tout un lieu de vie des citoyens.

BD. Mercredi 3 avril à 19h30 au Parc des Exposition de Mulhouse vous organisez un grand meeting pour le «NON» avec des dirigeants nationaux, Pierre LAURENT Secrétaire National du PCF et Jean-Luc MELENCHON Co-président du Parti de Gauche. Quel sera l'objectif de cette rencontre ?

AP : Si le scrutin du 7 avril est local, l'enjeu est national. Ce meeting va porter la campagne à ce niveau. Il va être le point fort de notre campagne dans la dernière ligne droite avant le vote, dans une campagne dominée par la droite et les Ouiouistes qui détiennent tous les moyens de communications et les financements qui vont avec. Car dans la campagne officielle, ni le PCF, ni le Front de Gauche auront droit de citer. Ce sera aussi un grand moment qui donnera à voir un Front uni, syndical et politique contre ce projet pour, ensemble, faire mentir les sondages.

Circonscription unique aux Européennes : le PS retourne sa veste

Le PS a voté contre le retour à la circonscription unique aux élections européennes pour 2014 à la Commission des lois. Les socialistes avaient pourtant voté son retour en 2010 au Sénat, pour limiter le bipartisme. C'est un double reniement de la part du PS, avance même Martine Billard du PG. C'est que les socialistes avaient dès 2003 condamné l'abandon de la circonscription unique, avant de voter son retour au Sénat en 2010. Pourtant ce mercredi, les socialistes ont voté contre, en Commission des lois. L'élection européenne de 2014 devrait donc se faire à nouveau en 8 grandes circonscriptions.

De fait, ce découpage facilite le bipartisme. L'élection européenne se fait à la proportionnelle, pour élire les 74 députés européens français. Mais en divisant par 8 l'effet de seuil fait qu'il va être plus difficile pour les autres partis d'avoir des députés. « Ce choix est dans la droite ligne de la négation du résultat du référendum rejetant le TCE en 2005 et du refus d'un référendum à propos du TSCG. Dès qu'il s'agit d'Europe, le PS aurait-il peur du peuple ? La sanction populaire s'exprimera de toute façon » déplore Martine Billard. Qui rappelle par la même occasion que « l'engagement de campagne d'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives, a totalement disparu. »

Le radical de gauche Alain Turret, rapporteur de la proposition de loi visant au retour à la circonscription unique, pointe que le découpage en 8 régions, en outre de favoriser le bipartisme, favorise « l'abstention, faut d'un débat national sur les enjeux européens ».

<http://www.humanite.fr/politique/circonscription-unique-aux-europeennes-le-ps-retou-517944>

Parti Communiste Syrien Unifié : Une lettre à tous les partis communistes et ouvriers du monde

Lettre du Parti Communiste Syrien unifié qui vient d'être adressée à tous les partis communistes et ouvriers du monde

Chers camarades,

Le Parti Communiste Syrien (Unifié) vous transmet ses chaleureux et cordiaux souhaits, en vous souhaitant une nouvelle année pleine de victoires qui servent la cause du socialisme dans le monde entier.

Vous savez que notre pays - la Syrie - a été exposé depuis plus de vingt mois, à une guerre déclenchée contre elle par un tas de pays impérialistes, aux côtés d'autres pays qui tournent autour d'eux comme des satellites. Leur but est de détruire l'État Syrien qui se tient comme un obstacle sur le chemin de ceux qui essaient d'imposer le plan d'un "grand Moyen Orient" , après avoir brisé les états de la région en les partageant en petites entités combattant les unes contre les autres, afin d'imposer une domination absolue sur les ressources pétrolières et en gaz; et éliminer le problème Palestinien d'une manière entièrement opposée aux intérêts du peuple Palestinien.

Ces pays ont manipulé les erreurs et les défauts du régime d'un côté, et les mouvements s'opposant à ces défauts. Les mouvements étaient au début pacifiques, ensuite certains se transformèrent en mouvements armés, qui ont reçu le soutien sur une vaste échelle de l'alliance qui a émergé comprenant les USA, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite. La Turquie a occupé la frontière existante avec la Syrie, pour aider la contrebande des armes , l'entrée de milliers de mercenaires se nommant eux-mêmes Jihadistes. Ils ont instauré des camps pour l'entraînement de leurs soutiens et de leurs alliés. Des milliards de pétrodollars US ont été dispensés dans ce but. Ils ont eu recours aux formes les plus provocantes de la guerre psychologique afin qu'elles soient utilisées par les services d'environ une centaine de stations de TV pour semer dans les esprits le sectarisme et les conflits ethniques parmi les membres du même peuple. Ensuite, les prétendus groupes djihadistes ont agi pour détruire l'économie syrienne; ils ont déclaré la guerre contre le peuple syrien en employant l'embargo économique et les sanctions. Des attaques armées furent déclenchées contre les propriétés populaires et privées. Des explosives et des cars chargés d'explosifs furent aussi utilisés.

Les stations génératrices d'électricité ont été dynamitées, des câbles des réseaux aériens transportant l'électricité ont été sabotés, les puits de pétrole ont été incendiés, les tankers transportant le pétrole ont été brûlés. Des milliers de tonnes d'acier ont été dérobées et passées en contrebande en Turquie. Environ un millier d'usines et ateliers à Alep ont été pillés. Les machines appartenant à ces usines ont été vendus en Turquie à de bas prix sous la forme d'accessoires, les projets d'irrigation et également les centres d'élevage des animaux ont été attaqués, les routes reliant les villes et les cités entre elles à travers la Syrie ont été fermées ; les centres de santé, les écoles et les universités ont été ciblées. Des scientifiques, des docteurs ont été ciblés , kidnappés ou capturés et souvent assassinés.

Des milliers de soldats et également des civils ont été kidnappés. Il a été découvert que les gangs armés ont mis à exécution des massacres. Les corps des victimes ont été jetés dans les rivières.

Certaines victimes ont été décapitées. D'autres ont été mutilées. Ces formes de crimes appartiennent au moyen âge.

Peu de jours après, les criminels mettaient à exécution une série de crimes par les moyens de cars chargés d'explosifs, particulièrement à Alep où 85 étudiants de l'université ont été tués et des centaines blessés.

Chers camarades,

Aujourd'hui la Syrie est directement la cible de la Turquie à travers une guerre directe. La Turquie a admis publiquement qu'elle fournit aux terroristes et aux criminels, des armes de toutes sortes, des assassins qui appartiennent à 20 pays.

Ces actions sont opposées d'une manière flagrante au droit international qui interdit à tout pays d'utiliser ses territoires pour attaquer ses voisins. Nous savons que la Turquie, seule, ne peut pas du tout accomplir ces choses sans le soutien des États Américain, Européens et du Golfe. De toute manière, la Syrie qui est un pays d'auto-défense résiste à cette agression et inflige de lourdes pertes à ces gangs. En conséquence, les criminels et aussi bien les terroristes ne sont pas en mesure d'atteindre tous leurs objectifs. Mais les Syriens paient un lourd prix dans leur résistance.

La Syrie ne croit pas non plus que la solution du problème est militaire, au contraire, elle s'est prononcée depuis la naissance du problème pour une solution pacifique et politique à travers un dialogue national d'ensemble. En même temps, l'alliance agressive impose des conditions préalables au dialogue national de façon à rendre impossible la solution politique.

D'une manière assez importante, le gouvernement Syrien s'est déclaré pour une nouvelle initiative pacifique qui est complètement en accord avec le droit international qui interdit l'ingérence dans les affaires des pays voisins. Les initiatives, soulignent encore plus le besoin de réformes démocratiques, une nouvelle constitution, à côté d'un nouveau pacte général et national qui serait préparé par toutes les forces y compris l'opposition. Le pacte insisterait sur la fin de toutes les opérations militaires conduites d'une part par l'Armée Syrienne, et d'autre part la cessation de l'infiltration de mercenaires en Syrie. Malheureusement, l'initiative a été immédiatement refusée par les groupes armées terroristes et par ceux qui les soutiennent et ils demandent que la violence et le terrorisme continuent.

Il y a deux jours, un nouveau développement s'est produit et il est susceptible de changer la direction des événements en Syrie. En effet, que signifie l'agression soudaine d'Israël contre le centre de recherche scientifique de Syrie près des frontières Syriennes et Libanaises. Avec une telle agression Israël démasque son essence réelle et ses tentatives de manipuler les événements actuels en Syrie pour affaiblir l'armée Syrienne et ouvrir de nouveaux fronts.

Plus encore le peuple Syrien doit payer un très lourd prix, des dizaines de milliers de civils ont été tués. Aujourd'hui la Syrie est exposée à une catastrophe humaine.

Environ trois millions de citoyens Syriens ont fui leurs domiciles et deviennent des réfugiés constamment déplacés dans les pays voisins vivant dans des conditions misérables incroyables et ils ont des besoins en nourriture et médicaux. Ces réfugiés en appellent à l'opinion publique internationale pour faire pression sur les gouvernements des USA et d'Europe, du Qatar et de l'Arabie Saoudite afin de mettre un terme au siège économique et aux sanctions imposées à la Syrie. En outre, ils demandent que le soutien armé aux gangs cesse immédiatement , parce qu'ils menacent non seulement la Syrie mais un grand nombre de lieux dans le monde.

Chers camarades,

Votre solidarité et votre soutien à notre peuple seront hautement appréciés par notre peuple en ces jours.

Plus encore, ils représentent une autre preuve indiquant l'unité et la solidarité des forces révolutionnaires dans le monde entier.

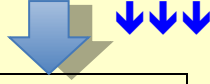
Damas, le 9/2/2013

Le Parti Communiste Syrien (Unifié)



RETRAITES ET COMPLÉMENTAIRES PAS TOUCHE !

Le fric est là :



DIVIDENDES
300 Milliards €
versés aux actionnaires
(prélevés sur le travail des
salariés)

A passer
là :



SÉCU
150 Milliards €
versés à la Protection Sociale
par les entreprises

Source : secteur économique du Parti Communiste Français
D'après les comptes de la Nation relevés par l'INSEE pour 2011.

LE CAPITAL, c'est du travail volé (BLANQUI)

Les exonérations de cotisations sociales patronales sont de 30 milliards d'€ par an depuis plusieurs années : le « déficit » varie entre 10 et 30 milliards d'€ . Pas de mystère ; si le patronat payait ce qu'il doit il ne serait pas nécessaire de rogner sur tout, d'économiser sur la santé.

L'EXCUSE de la compétitivité ne tient pas debout ; d'ailleurs, cette idée condamne le principe de concurrence ; l'organisation de la production doit reposer sur la coopération, et non sur la bagarre pour dépasser le concurrent.

LE CAPITALISME ; il faut le remplacer d'urgence par le Socialisme, puis le Communisme (ce qui n'a jamais été réalisé).

Le Stalinisme, ce n'était pas le communisme ; c'était du socialisme de caserne.

La Chine, ce n'est pas du communisme, malgré le maintien du nom communisme par le parti qui mène les affaires ; quand on exploite son peuple et que l'on se retrouve avec des milliardaires, il y a un problème. Un problème de vocabulaire.

IL FAUT NATIONALISER LES GROS CAPITALISTES, en France, d'urgence, et pour commencer, les grands groupes et les toutes les banques. Renault, Peugeot, et la filière automobile (SNR à Annecy), la sidérurgie (Fleurange, etc...) l'aluminium, Alcan, Rio Tinto à St-Jean-de-Maurienne, Bolloré, Bouygues, Dassault,

- Le travail en France ; chaque emploi supprimé, c'est de la cotisation sociale en moins.

Obliger les entreprises à ramener leurs productions en France, interdire tous les licenciements. On peut toujours trouver des solutions, notamment la SEF, Sécurité d'Emploi ou de Formation, c'est moins coûteux que le chômage.

Le travail est un droit fondamental de l'individu.

TOUS PRODUCTEURS ASSOCIÉS. « Le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels ».



LA FAUTE AU COUT DU CAPITAL ET NON AU COUT DU TRAVAIL

RETRAITES

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

(tract établi en mai 2010, avec Sarko, toujours valable en 2013 avec Hollande)

Des éléments pour répondre à la « théorie du choc » utilisée par le gouvernement aux ordres du MEDEF : matraquer les esprits en ne laissant pas le temps de réagir.

Le PIB – produit intérieur brut- (richesses créées), double tous les 50 ans. (et même plus rapidement selon certaines sources d'information)

année	1950	2000	2050
PIB	1.000 milliards €	2.000 milliards €	4.000 milliards €
% des retraites dans le PIB	5%=	12% =	20 % (estimé comme nécessaire) =
montant retraites	50 milliards € (coût réel)	240 milliards € (coût réel)	800 milliards €
restent :	950 milliards €	1.760 milliards €	3.200 milliards €

RESTERAIENT : 3.200 MILLIARDS D'€ : pour les services publics, l'ensemble des autres prestations sociales, l'investissement (et pourquoi pas une protection environnementale future). Il sera plus facile de consacrer 20% du PIB pour les retraites en 2050 que 12% aujourd'hui.

(calcul établi par des économistes dont Bernard FRIOT, Université Paris X)

- EXONERATIONS DE COTISATIONS SOCIALES PATRONALES :
 ce qu'ils appellent des « charges », et qui ne sont en vérité qu'une part du salaire, consacrée à la protection sociale (retraites, santé).
 C'est à dire que chaque exonération est une diminution du salaire.

30 MILLIARDS ! l'équivalent du « trou » de la Sécu !

A QUI PROFITE L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ?

Multipliée par 20 depuis les 40 heures ; on pourrait ne travailler que 2h par semaine !
Le Medef et le gouvernement à son service n'en parlent jamais.

L'ESPÉRANCE DE VIE A TOUJOURS AUGMENTÉ.

LE TEMPS DE TRAVAIL A TOUJOURS BAISSÉ : 60h, 40h, 39h, 35h !

SARKOZY, MEDEF, capitalistes et médias, arrêtez de mentir pour affoler !

On nous dit ; aujourd'hui, il y a 7 actifs pour 10 retraités, demain 5 pour 10, en 2040, 2 actifs pour 10 retraités. Et alors ? Et l'augmentation de la productivité, et celle du PIB ?

On ira même un jour, peut-être vers 1 pour 10.

D'autre part, les retraités accomplissent des tâches utiles, gratuitement (associations, culture, soutiens, aides familiales, etc...).

En 1995, pour 1 retraité, il y avait 2,2 actifs,

En 2040, pour 1 retraité ; il y aura 1,1 actifs.

Mais 1,1 actifs produiront plus que les 2,2 actifs de 1995, soit $1,1 \times 2,4 = 2,64$ (soit 0,44 en plus).

De quoi financer encore davantage les retraites.

Silence également sur l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut).

En 2040, le nombre de retraités aura doublé. Le PIB (au rythme de 2,1% l'an) aura doublé aussi. Donc pas de problème.

La part du PIB consacrée aux retraites est passé de 4 à 12,6% en 50 ans, soit 8 points. Pour les 40 années à venir, il faudra 4 points, soit deux fois moins : 12,6% à 16%. C'est donc largement faisable.

Part des Salaires dans les RICHESSES CRÉES : Elle a baissé de 10% en 20 ans. Autant de cotisations en moins ; et de profits en plus. Il faut donc relever les salaires.

LA CSG : une truanderie supplémentaire !

LA PRODUCTIVITÉ :

tous mentent par omission ; ils ne parlent jamais de son augmentation.

A 2% par an, rythme observé, elle aura progressé de 2,4 fois.